

## Paris doit agir sur les déchets de ses essais nucléaires en Algérie (ICAN)

Paris, France | AFP | mercredi 26/08/2020 - 10:00 UTC+2 | 441 mots

Paris doit urgemment faciliter le nettoyage des sites de ses essais nucléaires en Algérie dans les années 60, sur lesquels demeurent toutes sortes de déchets toxiques, a estimé mercredi l'ONG Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN).

"La France doit remettre aux autorités algériennes la liste complète des emplacements où ont été enfouis des déchets contaminés", estime notamment l'organisation dans un rapport de 60 pages sur le sujet.

L'organisation préconise par ailleurs une étude indépendante pour établir "s'il existe un risque transgénérationnel" aujourd'hui, ainsi qu'une enquête de détection du matériel contaminé encore en circulation.

La France a procédé à 17 essais nucléaires au Sahara algérien entre 1960 et 1966, sur les sites de Reggane puis d'In Ekker. Onze d'entre eux, tous souterrains, sont postérieurs aux accords d'Évian de 1962, qui actaient l'indépendance de l'Algérie mais dont un article permettait à la France d'utiliser jusqu'en 1967 les sites du Sahara.

"Aucune obligation de démantèlement complet, de remise en état de l'environnement et de suivis sanitaires des populations locales n'a alors été négociée", indique l'ICAN.

"A la différence de ce qui s'est passé avec la Polynésie — où la France a réalisé 193 essais nucléaires — il est frappant de constater à quel point les conséquences environnementales et sanitaires des essais nucléaires en Algérie ont suscité peu d'intérêt durant plusieurs décennies et restent aujourd'hui encore un sujet compliqué à traiter".

Un sujet qui fait de facto partie des obstacles à l'amélioration des relations franco-algériennes. "Le dossier des explosions nucléaires françaises (...) fait partie de quatre dossiers retenus dans le plan du gouvernement dans son volet lié à la mémoire nationale, ouvert entre l'Algérie et la France", avait indiqué en février Tayeb Zitouni, le ministre algérien des Moudjahidines, les anciens combattants de la guerre d'indépendance (1954-1962).

L'ICAN, lauréate du prix Nobel de la paix en 2017, estime que le "passé nucléaire reste profondément enfoui dans les sables. Les sites ne font pas l'objet de contrôles radiologiques et encore moins d'actions de sensibilisation des populations locales aux risques sanitaires".

Elle a identifié des déchets non radioactifs, du matériel contaminé par la radioactivité qui a été volontairement enterré et des matières radioactives issues des explosions nucléaires. Et elle déplore que rien ou presque n'ait été fait pour nettoyer, informer les populations, ni évaluer les risques.

Un comité conjoint avait été mis en place fin 2007 suite à une visite de président français d'alors, Nicolas Sarkozy.

Mais il "a œuvré dans le plus grand secret : aucun rapport n'a été rendu public avant qu'il soit mis fin à ses travaux", affirme l'ICAN qui demande aussi aux autorités algériennes de mieux bloquer les accès aux sites dangereux.

dla/cf/mr

© Agence France-Presse